



## **Refus d'austérité et sérieux budgétaire : Manuel Valls persiste dans son grand écart**

Lors de son discours de politique générale du 8 avril dernier, le Premier ministre Manuel Valls avait fait les promesses suivantes en matière d'économies et de fiscalité :

- Mesures permettant le retour de la croissance : « *La croissance ne se décrète pas, elle se stimule.* » ;
- Réduction de la dette ;
- Lutte contre le chômage ;
- Soutien aux PME / PMI en baissant leur fiscalité ;
- Baisse du coût du travail ;
- Hausse du pouvoir d'achats des salariés modestes (baisse de la fiscalité pesant sur les ménages) ;
- Politique familiale non pénalisée ;
- 30 milliards d'économie dont 10 provenant de l'assurance maladie.

Les mêmes promesses impossibles à tenir sur le long terme ont été réitérées lors du deuxième discours de politique générale du Premier ministre. Aucune inflexion de politique n'est prévue au programme du gouvernement, qui compte poursuivre sur sa lancée. Pourtant, la méthode est défectueuse, les moyens déployés insuffisants, conduisant la France dans une impasse. Le grand écart et le consensus permanent, marque de fabrique du président François Hollande, ont montré leurs limites. Les résultats sont là pour le prouver.

Le gouvernement fait face à un très grave dérapage du déficit public. Le ministre des Finances Michel Sapin a annoncé la semaine dernière qu'aucun des objectifs prévus en juin ne seront atteints :

- La prévision de croissance pour 2014 est révisée à 0,4 % et celle de 2015 à 1 % contre 1,7 % prévus au printemps ;
- La prévision d'inflation pour la France est révisée à -0,5 % en 2014 et +0,9 % en 2015 ;
- Le déficit public devrait se situer à 4,4 % du PIB (au lieu des 3,6 % prévus dans la loi de finance, puis des 3,8 % prévus dans la loi de finances rectificative), contre 4,3 % en 2013.

Le manque à gagner pour les comptes publics s'élèverait à 2 milliards d'euros en 2015.

Les chiffres du chômage sont eux aussi catastrophiques. La barre des 6 millions de demandeurs d'emploi, toutes catégories confondues, a été franchie au mois de mai et confirmée lors de la dernière annonce des statistiques, fin août.

Comment vouloir redresser les comptes publics sans augmenter les impôts, tout en refusant de réduire drastiquement le train de vie de l'Etat et des collectivités ? Celui-ci n'a cessé d'augmenter depuis 2007. S'élevant à 993 milliards d'euros à cette date, il représentait 52,6% du PIB. Il s'est envolé en 2013 à 1 176 milliards d'euros, soit 57,1% du PIB. La hausse des impôts consécutive à l'augmentation des dépenses est logique, de même que l'accroissement de la dette du pays.

## **Une seule solution : des réformes drastiques**

Selon un récent sondage Oxoda pour Challenges et BFM TV, une majorité de Français sont prêts à accepter les réformes structurelles nécessaires au redressement des comptes publics. C'est une révolution dans le paysage politique, puisque c'est la première fois qu'un sondage donne un tel résultat.

Or quelles réponses apporte Manuel Valls ? Un gouvernement pléthorique composé de 16 ministres et de 17 secrétaires d'Etat. Autant d'administrations coûteuses pour le contribuable. Une réforme territoriale mal ficelée qui n'instaure pas le principe de subsidiarité, ne réduit nullement le millefeuille administratif, crée des doublons au lieu des synergies. Les regroupements effectués sont surtout l'illustration de l'influence de quelques barons locaux, démontrant, s'il le fallait encore, que l'État sert ses intérêts et ceux de ses dirigeants et pas celui des citoyens. Il propose aussi d'exonérer de l'imposition un million de ménages supplémentaires, ce qui aura pour conséquence d'alourdir un peu plus la facture de ceux qui contribuent déjà.

Quant à la croissance et à la réduction du chômage, la solution ne peut venir qu'en libérant les forces vives de notre pays, à savoir les entreprises, seules capables de créer de la valeur. Selon le sondage précité, 68 % des Français sont favorables à accorder plus de libertés aux entreprises. Ce qui signifie en clair une réduction significative du Code du Travail, véritable carcan administratif, et une baisse des charges, frein à l'embauche.

Malheureusement, le gouvernement refuse de suivre les Français dans cette voie, faite d'efforts collectifs. Le couac de communication dès les premiers jours du gouvernement « Valls 2 » à propos de la non-suppression des 35 heures en est la preuve. Manuel Valls a exprimé sa confiance en l'étatisme et en l'interventionnisme : « *Je crois en à la main visible de l'Etat* ». La libération des forces économiques risque fort de n'être qu'un vœu pieux.

Pourtant, alors que les syndicats et l'aile gauche du spectre politique ne cessent de dénoncer la politique d'austérité soi-disant menée par le gouvernement, d'autres acteurs estiment qu'elle n'a jamais été encore testée.

Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France, nous l'annonçait récemment sur les ondes d'Europe 1 : « *Quand on a 4 à 5% de déficits, ce n'est pas l'austérité.* » Selon lui, nous sommes à la croisée des chemins : « *C'est l'heure du sursaut ou du déclin.* »